

Communiqué de presse

Jeudi 11 juillet 2013

Les citoyens suivent la politique financière de près

Résultats du Moniteur financier 2013

Quatre-vingt-deux pour cent des Suisses estiment que l'État doit accomplir au mieux, sans nouveaux prélèvements fiscaux, les tâches qui lui incombent. La population rejette clairement de nouvelles tâches et des hausses d'impôt. Pour la première fois dans l'histoire du Moniteur financier, une majorité de personnes interrogées affirme que la dette de la Confédération s'est allégée. Cette perception, conforme à la réalité, prouve le bien-fondé du frein à l'endettement, que 90% des sondés veulent d'ailleurs conserver. L'opinion de la population sur les questions financières et fiscales peut servir de fil rouge politique.

En collaboration avec l'institut de recherche gfs.bern, economiesuisse a publié les résultats de la sixième enquête annuelle sur la politique fiscale et financière de la Suisse.

Les Suisses prônent la retenue financière

Depuis des années, les Suisses s'expriment clairement en faveur d'une politique financière mesurée. Selon les résultats de l'enquête, 82% des personnes interrogées exigent que l'État accomplisse ses tâches avec les ressources disponibles, et 66% approuvent, en tout ou en partie, la proposition demandant de baisser en même temps les impôts et les dépenses. Les hausses d'impôt destinées à financer de nouvelles tâches ne recueillent aucune majorité. Plus aucune majorité ne se dégage pour soutenir une augmentation des dépenses dans l'un ou l'autre domaine de tâches de la Confédération, même si les citoyens seraient plus enclins à accroître les dépenses de formation : Les domaines où l'État serait censé faire des économies à leurs yeux sont l'asile, l'armée et les salaires de la fonction publique.

Niveau d'approbation record du frein à l'endettement

Le frein à l'endettement bénéficie d'un large soutien, puisque 90% des Suisses veulent conserver cet instrument. Tous les partis reconnaissent que le frein à l'endettement permet d'empêcher une nouvelle hausse de la dette. Confirmant les résultats de l'année dernière, 62% des Suisses, de gauche à droite de l'échiquier politique, pourraient s'imaginer étendre le frein à l'endettement aux assurances sociales. C'est ce que réclame economiesuisse depuis longtemps. La dette de l'AI auprès de l'AVS et la hausse des dépenses dans la sécurité sociale montrent bien que la Suisse a besoin d'un instrument fiable pour éviter aux assurances sociales de se retrouver dans une situation financière précaire.

Au Parlement d'agir

Sans le programme de consolidation et de réexamen des tâches (CRT), le budget de la Confédération présentera, dès 2015, un déficit structurel contraire au frein à l'endettement. Lorsqu'il y a déficit, 78% des personnes interrogées souhaitent que la Confédération réduise ses dépenses. Le Parlement n'a donc guère d'autre choix que d'assumer ses responsabilités et d'approuver le CRT. Le réexamen des

tâches qui en découlera garantira un budget fédéral de qualité et contribuera à assurer à l'avenir une marge de manœuvre financière.

Vous trouverez le Moniteur financier 2013 (en allemand) sous www.economiesuisse.ch/fr/.

Pour toutes questions :
Vincent Simon, Responsable de projets
Téléphone: +41 22 786 66 81
vincent.simon@economiesuisse.ch